

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Ankara s'éloigne de l'Europe

TOUT Etat est en droit de se protéger contre le terrorisme, la Turquie comme les autres, aux prises depuis 1984 avec la lutte armée que mènent dans l'est du pays les militants kurdes du PKK. Cela étant, la communauté internationale ne peut éternellement se satisfaire de l'invocation de ce principe par Ankara pour justifier tout à la fois le maintien de l'est du pays sous une loi militaire répressive et les interventions répétées de l'armée turque au-delà des frontières.

Les opérations militaires turques en Irak sont devenues depuis quatre ans une sorte de rituel de printemps. A chaque fois, les effectifs engagés sont énormes ; on parle cette fois-ci de 25 à 50 000 hommes. Dans une région fermée à la presse, aucun bilan indépendant n'est jamais dressé de ces interventions, en dehors du nombre - sujet à caution - de combattants du PKK que l'armée turque se vante d'avoir éliminés. La répétition même de ces opérations incite à penser que, du strict point de vue militaire, elles manquent d'efficacité : chaque fois, il s'agit d'éliminer définitivement les bases à partir desquelles le PKK lance ses opérations en Turquie, et, chaque fois, il faut recommencer.

L'armée turque mène l'opération avec les hommes de Masoud Barzani, un des clans kurdes irakiens, qu'elle envoie en première ligne et auxquels elle apporte le soutien de son aviation et de son artillerie. Cela ne changera rien : la Turquie n'aura pas raison de son pro-

blème kurde tant qu'elle le réduira à un pur problème terroriste et ne lui opposera pas d'autre solution que militaire. Le problème n'a fait que s'aggraver ces dix dernières années, en dépit des moyens militaires et policiers engagés. Il sera le même ou pire dans dix ans si l'on se refuse à l'aborder en termes politiques, et la Turquie continuera à regarder, frustrée, vers une Europe qui entre-temps se sera détournée d'elle.

C'est par la question kurde que l'armée détient dans la vie politique turque un pouvoir exorbitant qui exclut ce pays des normes européennes. La classe politique, incapable de dégager de ses rangs un gouvernement fort et respecté, contribue à cette dérive. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui l'état-major assume non seulement une partie de la politique intérieure de la Turquie (le maintien de l'ordre dans l'Est), mais aussi une part croissante de sa politique étrangère. Le rapprochement ostentatoire de l'armée turque avec Israël est à cet égard significatif. Il vise, entre autres, à montrer que c'est l'armée qui gouverne et pas le premier ministre Necmettin Erbakan, issu d'un parti islamiste. Mais il risque d'avoir aussi des effets secondaires peut-être mal appréciés par des généraux dont la diplomatie n'est pas le métier. La coopération militaire turco-israélienne exaspère la Syrie, qui, à coup sûr, y répondra en réarmant le PKK et en le remettant sur pied, quels que soient les dommages qui lui sont actuellement infligés. La boucle, une fois de plus, sera bouclée.